

## Le droit dans l'atelier de machines agricoles

Aujourd'hui, les questions juridiques deviennent de plus en plus importantes en relation avec les activités dans les ateliers de machines agricoles. Par conséquent, le proverbe «nul n'est sensé ignorer la loi» s'impose. C'est pourquoi l'Union Suisse du Métal organise un séminaire autour du thème «Le droit dans l'atelier de machines agricoles». Après une introduction théorique sur des questions juridiques, nous voulons attirer l'attention des participants sur les points sensibles avec des exemples pratiques dans les domaines «le droit dans l'atelier, le droit des contrats, le droit du travail». Des check-lists simples et des outils de travail serviront de bases pour éviter au mieux les problèmes juridiques dans nos entreprises.

**Voici un exemple représentatif pour d'autres questions :  
le problème que peut poser l'utilisation des plaques professionnelles**

### Les faits

Le 14 avril 2007, lors d'un contrôle de routine de la circulation routière, la police cantonale a constaté que Jean M. quittait l'aire d'une entreprise de recyclage, à Aarberg, ceci avec son camion muni de plaques professionnelles. Jean M. déclara avoir déchargé quatre carcasses. Ces dernières provenaient de son propre entreprise, à Berthoud. Pour ces véhicules, il n'aurait ni touché de l'argent, ni dû payer quelque chose. Son itinéraire l'avait conduit depuis Berthoud jusqu'à Aarberg.

Selon l'avis de la police, Jean M. avait exécuté un transport illégal avec des plaques professionnelles et le dénonça auprès de l'autorité compétente. De son côté, Jean M. estime avoir effectué une course d'essais après une réparation au camion et donc tout à fait légal. Le transport de lest lors d'une course d'essais serait expressément autorisé par la loi et la question où il avait déchargé ce lest serait sans aucune importance.

### Qui a raison?

Les dispositions légales applicables dans ce cas se trouvent dans l'ordon-

nance du 20 novembre 1959 sur l'assurance des véhicules (OAV, RS 741.31), plus précisément dans les articles 22 ss. Aux termes de l'article 24 al. 3 lit. b OAV, il est permis d'utiliser des plaques professionnelles pour des courses de transfert ou d'essais, effectués en rapport avec le commerce de véhicules, avec des réparations ou des transformations exécutées sur le véhicule. Selon l'article 24 al. 4 lit. b OAV, les véhicules automobiles lourds munis de plaques professionnelles peuvent être utilisés pour les transports de lest. Est-ce que ces dispositions sont tellement claires et sans équivoque que vous pouvez sans autre répondre à la question si Jean M. s'est rendu coupable ou pas? C'est que l'article 60 chiffre 2 OAV prévoit que celui qui aura effectué, avec un véhicule muni de plaques professionnelles, des courses qui ne sont pas autorisées par l'OAV sera puni de l'amende.

**La réponse sera donnée  
dans le séminaire.**

**Inscrivez-vous encore aujourd'hui!**  
(Talon sur page 36)

### L'orateur:

#### Richard Waeber

Depuis 1983 avocat indépendant en cabinet commun avec cinq avocats et trois notaires à Fribourg; professeur de droit au Centre professionnel Gastro-Fribourg; président de la Commission paritaire professionnelle de la construction et du génie civil dans le canton de Fribourg; membre du Tribunal Arbitral du Sport de la Swiss Ice Hockey Association.



## Recht in de

**Rechtliche Fragen im Zusammenhang mit Tätigkeiten rund um Landmaschinenwerkstätten nehmen heute zunehmend an Bedeutung zu. Es gilt der Grundsatz: «Nichtwissen schützt vor Strafe nicht!».**  
Daher organisiert die Schweizerische Metall-Union eine Seminarreihe zum Thema «Recht in der Landmaschinenwerkstatt». Nach einer theoretischen Einführung in rechtliche Fragen, wollen wir anhand von praktischen Beispielen in den Themenkreisen «Recht in der Werkstatt, Vertragsrecht und Arbeitsrecht» auf die sensiblen Punkte aufmerksam machen und mittels einfachen Checklisten und Arbeitshilfen Grundlagen schaffen, um rechtlichen Schwierigkeiten in unseren Betrieben bestmöglich aus dem Weg gehen zu können.

### Der Referent:

#### Richard Waeber

Seit 1983 freier Rechtsanwalt in Kanzleigemeinschaft mit fünf Anwälten und Notaren; Lehrer für Rechtskunde an der Wirtefachschule des Kantons Freiburg; Präsident der paritätischen Kommission des Baugewerbes im Kanton Freiburg, Mitglied des Verbandsgerichts der Swiss Ice Hockey Association.

# r Landmaschinenwerkstatt

**go4  
office**

**Stellvertretend für andere Fragen hier ein Beispiel zur Problematik der Verwendung von Händlerschildern:**

## Sachverhalt

*Am 14. April 2007 stellte die Kantonspolizei anlässlich einer allgemeinen Verkehrskontrolle fest, dass Bruno A. mit seinem mit Händlerschildern versehenen Lastwagen in Aarberg aus dem Areal einer Recyclingfirma fuhr. Bruno A. erklärte, er habe vier alte Schrottfahrzeuge ausgeladen. Diese stammten aus seinem Betrieb in Burgdorf. Für diese Fahrzeuge habe er weder Geld erhalten noch bezahlt. Die Fahrstrecke habe von Burgdorf nach Aarberg geführt.*

*Nach Ansicht der Polizei hatte Bruno A. einen unzulässigen Sachtransport mit Händlerschildern ausgeführt, weshalb sie gegen ihn Anzeige erstattete. Bruno A. anderseits vertritt die Ansicht, die Fahrt sei eine Kontrollfahrt nach Reparatur am Lastwagen gewesen und damit erlaubt. Das Mitführen von Ballast zu Kontrollzwecken sei ausdrücklich gestattet und es sei egal, wo er diesen Ballast ablade.*



## Wer hat denn nun recht?

Die auf diesen Sachverhalt anwendbaren, einschlägigen Bestimmungen finden sich in der Verkehrsversicherungsverordnung (VVV) vom 20. November 1959 (SR 741.31), nämlich die Art. 22ff. Gemäss Art. 24 Abs. 3 lit. b VVV dürfen Händlerschilder verwendet werden zum Überführen und Erproben von Fahrzeugen im Zusammenhang mit dem Fahrzeughandel, mit Reparaturen oder Umbauten am Fahrzeug. Laut Art. 24 Abs. 4 lit. b VVV dürfen mit Händlerschildern versehene schwere Motorfahrzeuge, also z.B. Lastwagen, für das Mitführen von Ballast verwendet werden.

Sind diese Bestimmungen nun so klar und deutlich, dass Sie abschätzen können, ob Bruno A. aufgrund der Polizeianzeige mit strafrechtlichen Konsequenzen rechnen musste? Denn Art. 60 Ziffer 2 VVV sieht vor, dass mit Haft oder Busse bestraft wird, wer ein mit Händlerschildern versehenes Fahrzeug zu Fahrten verwendet, die nach dieser Verordnung nicht gestattet sind.

**Die Antwort folgt im Seminar.**

**Schreiben Sie sich noch heute ein!**  
(Anmeldeformular auf Seite 37)



## Cycle de séminaires

# Le droit dans l'atelier de machines agricoles

### Thème atelier

Groupe cible: les interlocuteurs responsables en contact avec les clients demandeurs de services de l'atelier et les personnes intéressées

- Loi sur la circulation routière – plaques professionnelles
- Sécurité au travail
- Responsabilité du fait des produits
- Circulation interne dans l'entreprise
- Manquements lors de l'exécution d'une commande

### Thème contrats

Groupe cible: les personnes actives dans la vente ou le service extérieur et les personnes intéressées)

- Réalisation d'un contrat / charge de preuve
- Réserve de propriété
- Garanties
- Facturation
- Prestations de service

### Thème droit du travail

Groupe cible: les personnes responsables de l'engagement et de l'encadrement des collaborateurs dans l'entreprise et toutes les personnes intéressées

- Contrat de travail (individuel/collectif)
- Conditions de travail
- Sécurité et santé au travail
- Travail au noir
- Formes et conséquence du licenciement

### Orateur

Lic. jur. Richard Waeber, avocat, Fribourg

### Dates, language et lieux des séminaires

#### Thème «atelier»

- Mardi, 1<sup>er</sup> février 2011, en allemand  
Centre de formation USM, Chräjeninsel 2, 3270 Aarberg
- Jeudi, 3 février 2011, en allemand  
BRL Bahnhof Restauration Luzern AG, 6002 Lucerne
- Mardi, 15 février 2011, en allemand  
Migros Restaurant Säntispark, Wiesenbachstr. 7, 9030 Abtwil
- Jeudi, 17 février 2011, en français  
Restoroute de la Gruyères, 1644 Avry-devant-Pont

#### Thème «droit des contrats»

- Mardi, 22 mars 2011, en allemand  
BRL Bahnhof Restauration Luzern AG, 6002 Lucerne
- Jeudi, 24 mars 2011, en allemand  
Migros Restaurant Säntispark, Wiesenbachstr. 7, 9030 Abtwil
- Mercredi, 30 mars 2011, en allemand  
Centre de formation USM, Aareweg 19, 3270 Aarberg
- Jeudi, 31 mars 2011, en français  
Restoroute de la Gruyères, 1644 Avry-devant-Pont

#### Thème «droit du travail»

Les séminaires auront lieu en automne 2011. Les inscriptions seront publiées dans le forum en juin 2011.

### Frais pour le séminaire d'une demi-journée

(08 h. 00 – 12 h. 00h)

Membre USM	Fr. 190.—
Entreprises non membres	Fr. 380.—
hors TVA, y compris documentation, café et boissons	

Délai d'inscription pour cours en février: 10 janvier 2011

Délai d'inscription pour cours en mars: 1<sup>er</sup> février 2011

Veuillez envoyer votre inscription par courrier ou par fax à:

USM Centre de formation  
Chräjeninsel 2  
3270 Aarberg  
Tél. 032 391 70 28

Fax 032 / 391 70 29

bildungszentrum@smu.ch

## Inscription

Je participe/nous participons au séminaire d'une demi-journée

Thème «atelier»      du  01.02.2011  03.02.2011  15.02.2011  17.02.2011

Thème «droit de contrats»      du  22.03.2011  24.03.2011  30.03.2011  31.03.2011

Je suis membre de l'USM       Je ne suis pas membre de l'USM

Entreprise:

Nombre de participants et leur noms:

Adresse:

NP/Lieu:

E-Mail:

Lieu, date et signature:

## Seminar-Zyklus

# Recht in der Landmaschinenwerkstatt

### Themenkreis Werkstatt

Zielgruppe sind die in den Betrieben verantwortlichen Ansprechpartner für Kunden der Werkstatt sowie weitere interessierte Personen.

- Straßenverkehrsgesetz, Händlerschilder
- Sicherheit am Arbeitsplatz
- Produktehaftpflicht
- Werkinterner Fahrzeugverkehr
- Mängel in der Auftragserledigung

### Themenkreis Verträge

Zielgruppe sind Personen, welche im Verkauf/Aussendienst tätig sind, sowie weitere interessierte Personen.

- Zustandekommen eines Vertrages / Beweislast
- Eigentumsvorbehalt
- Garantien
- Rechnungsstellung
- Serviceleistungen

### Themenkreis Arbeitsrecht

Zielgruppe sind die für die Anstellung und Betreuung der Mitarbeiter zuständigen Personen im Betrieb, sowie für weitere interessierte Personen.

- Arbeitsvertrag (Einzel-/Gesamtarbeitsvertrag)
- Arbeitsbedingungen
- Sicherheit / Gesundheit am Arbeitsplatz
- Schwarzarbeit
- Formen und Folgen der Kündigung

### Referent

Lic. jur. Richard Waeber, Rechtsanwalt, Freiburg

### Seminardaten, -sprache und -orte

#### Themenkreis Werkstatt

- Dienstag, 1. Februar 2011, deutsch  
Bildungszentrum SMU, Chräjeninsel 2, 3270 Aarberg
- Donnerstag, 3. Februar 2011, deutsch  
BRL Bahnhof Restauration Luzern AG, 6002 Luzern
- Dienstag, 15. Februar 2011, deutsch  
Migros Restaurant Säntispark, Wiesenbachstr. 7, 9030 Abtwil
- Donnerstag, 17. Februar 2011, französisch  
Restoroute de la Gruyères, 1644 Avry-devant-Pont

#### Themenkreis Vertragsrecht

- Dienstag, 22. März 2011, deutsch  
BRL Bahnhof Restauration Luzern AG, 6002 Luzern
- Donnerstag, 24. März 2011, deutsch  
Migros Restaurant Säntispark, Wiesenbachstr. 7, 9030 Abtwil
- Mittwoch, 30. März 2011, deutsch  
Bildungszentrum SMU, Aareweg 19, 3270 Aarberg
- Donnerstag, 31. März 2011, französisch  
Restoroute de la Gruyères, 1644 Avry-devant-Pont

#### Themenkreis Arbeitsrecht

Die Seminare finden im Herbst 2011 statt. Die Ausschreibung erfolgt im forum 3-11 vom Juni 2011.

### Kosten für ein Halbtagesseminar (08.00h – 12.00h)

SMU Mitglieder-Firmen	Fr. 190.—
Alle anderen Firmen	Fr. 380.—
exkl. MWSt., inkl. Unterlagen, Kaffee, Getränke	

Anmeldeschluss für Kurse im Februar: 10. Januar 2011

Anmeldeschluss für Kurse im März: 1. Februar 2011

Senden oder faxen Sie  
Ihre Anmeldung an:

SMU Bildungszentrum  
Chräjeninsel 2  
3270 Aarberg  
Tel. 032 391 70 28

Fax 032 / 391 70 29

bildungszentrum@smu.ch

## Anmeldung

Ich/wir nehme/n teil am Halbtagesseminar

Themenkreis Werkstatt vom 01.02.2011 03.02.2011 15.02.2011 17.02.2011

Themenkreis Vertragsrecht vom 22.03.2011 24.03.2011 30.03.2011 31.03.2011

Ich bin SMU-Mitglied  Ich bin nicht SMU-Mitglied

Firma:

Anzahl Teilnehmer und deren Namen:

Adresse:

PLZ/Ort:

E-Mail:

Ort, Datum und Unterschrift: